CONSEIL PORTUAIRES et de MOUILLAGES

1- OBJET :

Les Conseils Portuaires (CP) sont des instances partenariales instituées dans tous les ports « non autonomes », quelle que soit l'autorité dont ils relèvent : Etat ou Collectivités Territoriales (*départements ou communes*), et quelle que soit la nature de leurs activités : commerce, pêche, plaisance, ou un mixte de ces activités.

Chaque Conseil est compétent pour émettre un avis, dans les conditions prévues par le **Code des Ports Maritimes**, sur les affaires portuaires qui intéressent les personnes morales et physiques concernées par son administration et notamment les Clients "Usagers". (*Articles R 141-1 et R 623-1*)

Le Code des Ports précise, pour chaque type de conseil: leur compétence, leur composition, leur fonctionnement, ainsi que la durée des mandats et la qualité des membres qui les constituent

Les Articles du **Code des Ports Maritimes** cités dans ce texte peuvent être consultés sur le site.

2-COMPETENCE : (*Articles R 141-2 et R 623-2*)

2.1. Les CP sont obligatoirement consultés sur les objets suivants :

- 1) La délimitation administrative du port et ses modifications ;
- 2) Le budget prévisionnel du port, les décisions de fond de concours du concessionnaire ;
- 3) Les tarifs et conditions d'usage des outillages, les droits de port ;
- 4) Les avenants aux concessions et concessions nouvelles ;
- 5) Les projets d'opérations de travaux neufs ;
- 6) Les sous-traités d'exploitation ;
- 7) Les règlements particuliers de police et les dispositions permanentes relatives à la police des surfaces encloses.

2.2. Le CP :

- 1) examine la situation du port et son évolution sur les plans économique, financier, social, technique et administratif ;
- 2) reçoit :
 - toutes observations jugées utiles, ainsi que les comptes rendus d'exécution des budgets précédents et de l'exercice en cours ;
 - les statistiques disponibles portant notamment sur le trafic du port.

3-COMPOSITION et CONSTITUTION:

3.1- Essentiellement, et selon la nature du port :

- 1) Un Président (*Préfet, Président du Conseil Général, Maire*),
- 2) Un représentant de chacun des Concessionnaires;
- 3) Un (*des*) représentant de chacune des Assemblées délibérantes (*région, département, commune, syndicat intercommunal, conseil municipal*),
- 4) Des membres représentant de certains personnels concernés par la gestion du port,
- 5) Des membres représentant les "Clients" Usagers du port.

3.2- Sont définies, de manière précise, en fonction de la nature et des activités du port dans les différents [Articles](#), précisés ci-après :

- 1) Ports Communaux : [R 622-1, 622-2, 622-3 et 622-4](#)
- 2) Ports Départementaux dans lesquels se pratique :
 - une seule activité (*pêche ou commerce*) : [R 621-1](#) ;
 - simultanément au moins 2 activités (*pêche, commerce ou plaisance*): [R 621-2, 621-3 et 621-4](#) ;
 - Ports « non autonomes » relevant de la compétence de l'Etat : [R 142-1, 142-2, 142-3, 142-4 et 142-5](#).

3.3- Mandat des membres des Conseils portuaires : [Articles R141-4 et 623-4](#):

- 1) durée 5 ans, renouvelable,
- 2) fonctions gratuites, pouvant être interrompues pour absence sans motif non légitime à trois réunions consécutives.

4- FONCTIONNEMENT : [Articles R 141-3 et R 623-3](#)

- 1) Le conseil portuaire se réunit au moins deux fois par an ; ses séances ne sont pas publiques ; toutefois, il peut entendre toute personne qu'il juge utile.

- 2) Il est convoqué par son président quinze jours au moins avant la date prévue pour sa réunion. Il peut être convoqué sans condition de délai à la demande du préfet, ou d'un concessionnaire ou des deux tiers des membres du conseil ; dans ce cas, la convocation doit intervenir dans les cinq jours suivant la réception de la demande par le Président.
 - a. Les questions dont l'inscription a été demandée par le préfet, l'un des concessionnaires ou la moitié des membres du conseil sont portées à l'ordre du jour.
 - b. L'ordre du jour est annexé à la convocation. Les documents correspondants sont communiqués au plus tard huit jours avant la réunion du conseil portuaire.
- 3) Le conseil portuaire ne peut délibérer valablement que si deux tiers au moins de ses membres sont présents ou représentés. En l'absence dûment constatée du quorum, le conseil portuaire est à nouveau convoqué et peut délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents. Les avis sont pris à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.
- 4) Un membre du conseil peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit, à défaut, par un autre membre du conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.
- 5) Lorsque l'avis n'est pas émis dans un délai de deux mois à compter de la saisine du conseil, il est réputé favorable.

B- La MISE en ŒUVRE des DISPOSITIONS PRECEDENTES :

En pratique, il apparaît que ces dispositions sont assez souvent considérées comme une entrave à l'autorité des Elus locaux et interprétées de manière assez hâtive et trop souvent dans le sens du laxisme :

- 1) Contrairement aux stipulations des Articles R 141-2 et R 623-2, les CP ne sont pas systématiquement consultés sur les points relevant de leur compétence (*rappelés ci-dessus en 2.1*). Les informations qui leur sont communiquées sont le plus souvent réduites au strict minimum, parfois même franchement insuffisantes (*la défiance remplace la transparence*).
Noter en particulier que les budgets, étroitement dépendant des TARIFS, sont régulièrement présentés. Par contre les comptes rendus des exercices antérieurs sont parfois plus souvent ignorés.
- 2) Le fonctionnement de ces CP fait régulièrement l'objet de manquements répétés, dont voici les plus courants :
 - une seule réunion par an,
 - les envois des convocations et des documents (*dont le contenu est le plus souvent insuffisant pour permettre de formuler un avis objectif : manque de référence, d'éléments de comparaison, d'évaluation de différentes options*) ne respectent pas la forme et le préavis indiqué,
 - la manière dont elles sont conduites, ces réunions sont parfois des « simulacre de démocratie », dans la mesure où elles sont tenues pour « recueillir des avis » sur des questions (*notamment tarifs de l'exercice N+1*) sur lesquelles l'autorité décisionnaire (*Conseil Municipal, ...*) a déjà délibéré,
 - ces réunions ne font pas toujours l'objet d'un compte rendu, et quand il y en a un, il est tardif et incomplet, voire erroné.

C- Les RECOMMANDATIONS de l'U N A N et des UN A N Départementales

Obtenir, à court terme, la révision de l'ensemble du contenu des dispositions précitées pour permettre aux Plaisanciers, Clients des ports, d'être mieux représentés et plus actifs dans des instances plus partenariales où ils pourraient non pas seulement « exprimer un avis consultatif » mais un VOTE à part entière ! Ils seraient ainsi, d'une part responsabilisés dans le fonctionnement et la tenue de leur port, par la formulation de propositions constructives visant à améliorer et rendre plus transparente la gestion des espaces portuaires affectés à la Plaisance et d'autre part, cela éviterait, à moyen terme, « la mort par étouffement de la poule aux œufs d'or », que représente cette activité pratiquée par des « réputés Nantis » !

Pour y parvenir, il est essentiel que les Plaisanciers parviennent déjà à se faire mieux connaître, entendre et respecter dans les instances qui leur sont actuellement ouvertes. Et, pour se faire il est indispensable qu'ils se montrent au moins aussi, voire plus compétents et rigoureux que les autres membres de ces CP. Leur implication et leur intérêt dans le meilleur niveau des "Services rendus" leur permettent évidemment de relever ce défi et d'accomplir cette tâche sans complexe.

L'U N A N et les UN A N Départementales (*et Régionales*) invitent donc les Responsables de chaque Association Locale (AL), à prendre toutes les mesures nécessaires, pour assurer une représentation aussi

large et efficace que possible des Plaisanciers de leur Association dans les instances actuellement en place, à savoir :

- 1) **CLUP (Art R 622-3)** : Dans la mesure où les dispositions les concernant restent applicables dans les ports départementaux et communaux, faire en sorte que :
 - tous les membres de leur AL, répondant aux critères définis, soient inscrits sur la liste ouverte à cet effet par le Gestionnaire,
 - qu'au moins une réunion annuelle de cette instance soit organisée par le Maire ou son représentant, et que tous les membres de ce Comité reçoivent communication du budget du port.
- 2) **MANDATS** : Au moment de la constitution des CP, agir auprès du Gestionnaire pour faire en sorte que :
 - leur Association ait une représentation au moins proportionnelle au poids qu'elle représente dans le port considéré (*Nombre d'Adhérents titulaires d'un contrat d'occupation de longue durée / Nombre de Postes d'amarrage affectés aux plaisanciers en contrat de longue durée*). Pour cela, nous préconisons :
 - o l'inscription massive des adhérents sur la liste du CLUP,
 - o la présentation d'une liste de "volontaires qualifiés" à l'élection des représentants au CP.
 - les délégués des Associations Locales présentent toutes les qualités requises pour assurer une représentation effective et efficace des "Clients Plaisanciers", et soient si possible nommés « es qualité » (*leur fonction dans l'Association*) et « non en tant qu'individu ».
- 3) **FONCTIONNEMENT** : Il est essentiel que chaque Président d'AL demande formellement par écrit, au Président du CP de leur port, et avec un préavis suffisant par rapport à la date présumée de leurs réunions, de bien vouloir appliquer rigoureusement les dispositions précitées, à savoir, notamment :
 - 3.1. la tenue : d'au moins une réunion par an, pour traiter des points énumérés au § A-2.2 ci-dessus, et d'une seconde réunion chaque fois qu'il est envisagé d'apporter des modifications aux points listés en A-2.1.
 - 3.2. la convocation à ces réunions sera adressée, au moins quinze jours avant la date prévue, accompagnée de l'ordre du jour, lequel doit comprendre au moins :
 - tous les points sur lesquels le CP doit être obligatoirement consulté,
 - tous les points sur lesquels seront faites des communications d'information,
 - 3.3. la réception des documents correspondants, au plus tard huit jours avant la réunion du CP. La présentation de ces documents doit être suffisamment explicite et transparente pour être comprise par tous, et permettre de différencier clairement les dépenses et recettes :
 - relatives aux diverses activités : commerce, pêche et plaisance, et pour chacune d'entre elles : les contrats annuels des autres types d'occupation,
 - relatives au budget du port de celles qui relèvent du budget communal, départemental, ...
 - 3.4. la diffusion d'un compte rendu de cette réunion dans le mois qui suit la réunion.

D- Conseil des Mouillages (*Concerne les Zones de Mouillages et d'Equipements Légers, les ZMEL, telles que définies par le décret 91-1110 du 22 octobre 1991*). Voir aussi le mémento guide rédigé par l'UNAN56 sur leur gestion

La gestion des ZMEL est calquée en bien des points sur celle des ports. C'est ainsi qu'il est constitué un "Conseil des Mouillages" (CM) présidé par le Maire de la commune (*ou le Président de l'intercommunalité*) sur laquelle la ZMEL est implantée et dont la composition et le fonctionnement définis par le Règlement d'Exploitation est la suivante :

- 4 représentants de l'Etat (*Préfecture, DDE Maritime, DDAM et Direction des Services Fiscaux*) ;
- 4 élus de la commune (*ou de l'intercommunalité*) dont le Maire et 4 suppléants ;
- 8 représentants des titulaires d'un emplacement et 8 suppléants.

Leur fonctionnement est similaire au CP dans les objectifs précités, mais avec les nuances inhérentes à la réglementation spécifique, aux objets de ces structures précaires et aux parties prenantes impliquées dans la gestion des Zones de Mouillage et d'Equipements Légers.

Par ailleurs, ce dispositif de gestion et de contrôle des ZMEL peut être judicieusement complété. Et pour cela, l'UNAN56 préconise à chaque Président d'association locale de ZMEL de demander aux maires gestionnaires de ZMEL, d'instituer une "Commission extra municipale" pour traiter de leur gestion et d'y

participer. Ces commissions ont pour objet de traiter "au quotidien" des problèmes et des orientations de la gestion des ZMEL. Elles se situent en amont des "Conseils de Mouillages".

Il va de soi que la tenue d'une réunion d'un CP ou d'un CM doit obligatoirement précéder la réunion de l'instance décisionnaire (*Conseil Municipal, ...*) et non l'inverse.